Six défenseurs de l'environnement récompensés

Prix Goldman pour l'environnement 2020

Partage international nº 389 – Février 2021

« Cette époque surréaliste nous a beaucoup appris sur qui nous sommes, sur nos responsabilités les uns envers les autres et sur ce que nous devons faire différemment pour protéger les plus vulnérables – que la menace soit une pandémie, la pollution, la sécheresse, les incendies, les inondations ou autre chose. »

C'est ce qu'a déclaré l'actrice Sigourney Weaver, qui a animé la cérémonie de remise du Prix Goldman pour l'environnement 2020, qui s'est tenue de façon virtuelle, en novembre 2020. S. Weaver a poursuivi : *« Nous sommes littéralement en train de transformer la Terre en une planète invivable. Alors, il n'y a pas de meilleur moment que maintenant pour écouter ces six courageux pionniers que sont les lauréats du Prix Goldman. Nous pouvons compter sur eux pour nous réorienter et nous mettre sur une voie qui donne la priorité aux hommes, à la faune et à notre chère planète. »*

Décerné chaque année à des héros de l'environnement sur chacun des six continents, le prix honore l'attitude et les réalisations des militants environnementaux tout en inspirant les gens partout dans le monde à agir pour protéger la planète. Depuis sa création en 1990, le prix a récompensé 200 environnementalistes de 90 pays. Les lauréats de cette année, originaires du Mexique, des Bahamas, de l'Equateur, du Myanmar, du Ghana et de la France, reçoivent chacun un soutien financier pour poursuivre leur action en faveur de l'environnement.

Une apicultrice indigène maya l'emporte sur Monsanto

Leydy Pech, Mexique – En 1995, Leydy Pech et d'autres femmes mayas de la communauté de Ich Ek, municipalité de Hopelchén, dans l'Etat de Campeche, au sud du Mexique, se sont réunies pour faire revivre une ancienne tradition maya qui avait décliné dans leur région : la méliponiculture – l'élevage d'une petite abeille (appelée par les scientifiques *Melipona beecheii),* que l'on ne trouve que dans la péninsule du Yucatán, pour la production de miel.

Ces « petites abeilles », comme les appelle L. Pech, ont suscité une question qui s'est transformée en une incitation à l'action : comment allaient-t-elles survivre à la modification drastique des conditions environnementales ? Elle explique : *« Elles vivent sur ce territoire depuis des milliers d'années ; elles sont mayas, mais elles ont été déplacées, car elles ne produisent pas autant de miel que les Apis [abeilles à miel]. »*

En 2000, Monsanto a commencé à cultiver du soja génétiquement modifié dans des parcelles expérimentales au Mexique, qui ont ensuite été désignées comme « projets pilotes » en 2010 et 2011. L'expansion inconsidérée de la culture du soja dans la municipalité de L. Pech a détruit de vastes étendues de forêt tropicale et répandu des pesticides toxiques, avec des répercussions sur la terre et l'eau. Les cultures de Monsanto ont été génétiquement programmées pour tolérer de fortes doses de l'herbicide Roundup, un autre produit de Monsanto probablement cancérigène et lié aux fausses couches et aux malformations congénitales.

En 2012, le gouvernement mexicain a accordé à Monsanto des permis de plantation de soja transgénique dans sept Etats, sans consulter les communautés mayas locales. Il a rapidement été constaté que ces cultures contaminaient le miel local à Campeche, ce qui menaçait l'approvisionnement alimentaire, l'environnement et les moyens de subsistance des communautés mayas. Le Mexique est le sixième producteur mondial de miel, et 40 % de cette production provient de la péninsule du Yucatán. Dans l'Etat de Campeche, au Yucatán, 25 000 familles, en particulier dans les communautés indigènes mayas, dépendent de la production de miel pour leur subsistance.

L. Pech a formé une coalition, *Sin Transgenicos* (Pas d'OGM), réunissant des apiculteurs, des ONG et des environnementalistes, qui a intenté un procès au gouvernement mexicain pour qu'il mette fin à la plantation de soja transgénique. Le procès était basé sur le fait que ni le gouvernement, ni Monsanto n'avaient consulté les communautés indigènes avant l'approbation des permis – une violation de la constitution mexicaine et de la Convention 169 de

l'Organisation internationale du travail.

En 2015, la Cour suprême mexicaine a jugé qu'en accordant des permis à Monsanto, le gouvernement mexicain avait violé les droits constitutionnels des Mayas, et en 2017, le Service national pour la santé, la sécurité et la qualité agro-alimentaire a révoqué le permis de la société de cultiver du soja génétiquement modifié dans six Etats mexicains.

En réponse à la remise du prix, L. Pech a déclaré : *« Ce prix est une reconnaissance du travail collectif qui a été réalisé à Hopelchén ; c'est aussi une grande responsabilité et un engagement à poursuivre, car au cours de notre lutte, nous avons réalisé de nombreuses choses, mais il nous reste encore beaucoup à faire. »*

Un mouvement de la jeunesse interdit le plastique à usage unique

Kristal Ambrose, Bahamas – Les Bahamas sont un archipel de 700 îles disséminées sur 260 000 km² carrés de l'océan Atlantique. Son littoral et ses plages sont au cœur de la culture et des moyens de subsistance de ses habitants et présentent une vaste diversité de vie marine. Dans cette oasis aquatique, les déchets plastiques – des locaux comme des touristes – sont devenus un fléau omniprésent.

En 2008, alors qu'elle travaillait dans un aquarium des Bahamas, Kristal Ambrose, 18 ans, a passé deux jours à aider à retirer le plastique avalé par une tortue de mer. Après cette expérience, elle s'est jurée : *« Je ne laisserai plus jamais tomber par terre un morceau de plastique. »*

Quelques années plus tard, K. Ambrose a rejoint une expédition pour étudier le *Western Garbage Patch,* la masse de débris marins qui fait partie du *Great Pacific Garbage Patch* dans le nord de l'océan Pacifique. En examinant les déchets, elle a noté que tous les débris *« étaient des choses que j'utilisais à la maison : sacs en plastique, polystyrène, couverts en plastique, pailles ».* Elle est revenue inspirée de cette expédition et a décidé de s'attaquer aux déchets plastiques : elle a rapidement fondé le groupe à but non lucratif *Bahamas Plastic Movement* pour développer des solutions face à la pollution du plastique et éduquer les jeunes.

Le groupe propose de nombreux programmes, dont des camps de jeunes gratuits pour former les prochains leaders environnementaux du pays. Pendant le camp, les étudiants effectuent des relevés des plastiques sur les plages, sortent en chalutiers pour mesurer la quantité de microplastiques à la surface de la mer, dissèquent des poissons pour déterminer la teneur en plastique de l'estomac et apprennent comment le mode de vie sur terre a un impact sur la santé des océans. K. Ambrose a également conçu un programme de recyclage qui encourage les étudiants à réfléchir de manière créative à la réutilisation des déchets plastiques.

Dans l'optique d'un changement de politique, K. Ambrose, avec l'aide d'un avocat, a rédigé un projet de loi visant à interdire les plastiques à usage unique aux Bahamas, et a organisé des campagnes de sensibilisation et des plaidoyers sur cette question dans tout le pays. En janvier 2018, avec des étudiants, elle a rencontré le ministre de l'Environnement du pays pour discuter des impacts économiques et environnementaux des déchets plastiques. Trois mois plus tard, la ministre a annoncé l'interdiction des sacs en plastique à usage unique, des ustensiles alimentaires, des pailles et du polystyrène. L'interdiction, assortie d'amendes, a été officiellement adoptée en janvier 2020.

K. Ambrose déclare : *« Etre une jeune femme noire des Bahamas à la pointe d'une question environnementale, travaillant au niveau de la base, est important car cela envoie le message que « moi aussi je peux le faire ». C'est ma planète. C'est mon océan. Je mérite de me battre. Et ma voix compte. »*

Sauver 250 000 hectares de forêt amazonienne

Nemonte Nenquimo, Equateur – L'Equateur est l'un des endroits les plus riches en biodiversité au monde, mais ses forêts et sa population sont de plus en plus menacées par l'exploitation forestière, la construction de routes, l'exploration pétrolière et d'autres industries extractives. En 2018, dans un effort pour attirer les investissements des compagnies pétrolières dans le pays, le ministre équatorien du Pétrole a annoncé que 28 000 km² de terres (soit 1/10e du pays), constituant la forêt tropicale amazonienne primaire seraient mis aux enchères pour des concessions pétrolières.

Nemonte Nenquimo, une femme autochtone Waorani de la forêt amazonienne en Equateur, a cofondé une coalition dirigée par des autochtones appelée l'Alliance Ceibo en 2015, et a été élue présidente d'une organisation qui représente les Waorani de la province équatorienne de Pastaza.

En 2019, N. Nenquimo et d'autres dirigeants waorani ont intenté un procès à trois ministères équatoriens pour avoir prétendu à tort qu'ils avaient le consentement des Waorani pour vendre leurs terres aux enchères. Elle a également renforcé l'indépendance des communautés indigènes en

installant des systèmes de captage des eaux pluviales et d'énergie solaire dans les villages et en soutenant les industries artisanales comme la production de chocolat. Elle a également joué un rôle de premier plan dans un projet de cartographie communautaire qui a permis de dresser la carte du territoire des Waorani autour de 16 communautés.

En avril 2019, N. Nenquimo et les Waorani ont gagné le procès contre les ministères équatoriens, et la décision a été confirmée par la cour d'appel, protégeant ainsi 200 000 hectares de territoires indigènes et de forêt amazonienne de l'extraction pétrolière. Cette affaire a créé un précédent juridique important pour les droits des indigènes en Equateur et dans toute l'Amazonie.

N. Nenquimo, qui a été classée parmi les 100 personnes les plus influentes de 2020 par le magazine *Time*, déclare ceci : *« Nous pouvons tous agir. Il ne suffit pas d'écouter les indigènes car ce combat n'est pas seulement le leur. Aujourd'hui, si nous voulons bien vivre sur notre planète et arrêter le changement climatique, nous devons nous lever. Nous devons unir nos forces et faire face au problème. Si nous ne le faisons pas, la vie sera écourtée pour les générations futures. Il n'y aura plus d'arbres, plus d'eau propre, plus d'air. Nous, les peuples indigènes qui vivons en lien avec les forêts, disparaîtrons en premier, puis la planète aussi. Telle est notre lutte, et il est très important que vous écoutiez et agissiez. »*

Création d'un parc de la paix sur 526 000 hectares

Paul Sein Twa, Myanmar – Depuis des siècles, le peuple indigène Karen du Myanmar a réussi à préserver son mode de vie et sa patrie. Cependant, leur quête d'autonomie, lancée il y a 71 ans, a conduit à un conflit prolongé avec le gouvernement national. Depuis 2015, un accord de cessez-le-feu a été mis en place, les tensions et les escarmouches occasionnelles remplaçant les hostilités ouvertes. Mais le conflit a déplacé des centaines de milliers de personnes – dont beaucoup ont fui vers des camps de réfugiés – et a fait payer un lourd tribut aux ressources naturelles que les Karens avaient sauvegardées pendant des milliers d'années.

Largement isolé en raison de ces années de conflit, le bassin de la rivière Salouen, au Myanmar, est à la fois une zone de biodiversité importante et le foyer du peuple karen. La région possède certaines des dernières zones sauvages intactes de l'Asie du Sud-Est continentale.

Paul Sein Twa, un indigène karen a consacré sa vie à la préservation du bassin de la rivière Salouen et des traditions locales qui s'y trouvent. Il a cofondé en 2001 le *Karen Environmental and Social Action Network* (Kesan) afin de protéger l'environnement et la culture de la communauté Karen.

En 2005, alors que le développement industriel s'intensifiait dans la région, P. Sein Twa a commencé à explorer des approches communautaires pour protéger le bassin. Il a décidé de travailler de manière proactive à la protection du territoire karen en plaidant pour la création d'un parc de la paix.

Également connus sous le nom de zones protégées transfrontalières, les parcs de la paix cherchent à préserver des zones de biodiversité et de patrimoine culturel, en utilisant la conservation pour promouvoir et consolider la paix. P. Sein Twa a travaillé avec des ONG, le gouvernement et la société civile karen pour obtenir du soutien et informer les habitants de 348 villages sur le processus de création du parc. L'idée du parc a reçu un large soutien et, en décembre 2018, le parc de la paix de Salouen, d'une superficie de 526 000 hectares, a été créé. Il comprend 27 forêts communautaires et trois réserves naturelles. C'est le premier parc de la paix à être créé dans une zone de conflit.

D'après P. Sein Twa : *« Il est temps que le monde respecte et valorise les droits, la vision du monde et les connaissances de nos peuples indigènes. Veuillez apprendre de nous et travailler avec nous pour trouver des solutions au changement climatique et à la perte rapide de la biodiversité mondiale. Nous partageons tous la même planète. Nos problèmes sont vos problèmes. Nos solutions sont aussi les solutions du monde. »*

Interdiction de nouvelles centrales à charbon

Chibeze Ezekiel, Ghana – Le Ghana est confronté à des pénuries d'énergie et à des coupures de courant. L'augmentation des sécheresses a rendu les projets hydroélectriques moins fiables. En quête de solutions, le gouvernement du Ghana a proposé la construction d'une centrale électrique au charbon de 700 mégawatts et d'un port de navigation dans le district d'Ekumfi, une communauté de pêcheurs côtiers où les ressources en eau douce sont limitées.

Sachant que les eaux usées et les émissions de mercure de la centrale au charbon pourraient menacer la santé et la sécurité du district, Chibeze « Chi » Ezekiel s'est mis au travail. En tant que coordinateur national de l'ONG 350 Ghana Reducing Our Carbon et organisateur expérimenté de la

jeunesse, il a lancé une campagne de sensibilisation sur les dangers des centrales à charbon. Lorsque la société charbonnière est venue présenter le projet aux communautés et aux chefs locaux, ces derniers étaient prêts à poser des questions difficiles et à contrer leurs affirmations.

En 2016, le ministre de l'Environnement du Ghana a annoncé que la centrale au charbon ne serait pas construite, et en 2017, le président du pays a déclaré que tous les nouveaux projets d'énergie seraient basés sur les énergies renouvelables. Le Ghana a maintenant publié un plan directeur pour les énergies renouvelables, signalant son engagement pour un avenir basé sur les énergies renouvelables. Le travail de C. Ezekiel a empêché l'industrie charbonnière de prendre pied au Ghana, et il travaille maintenant à un avenir énergétique plus propre pour le pays.

Selon C. Ezekiel : *« L'une des choses que je fais pour aller de l'avant est de former une nouvelle génération de jeunes gens en tant qu'ambassadeurs des énergies renouvelables. »*

Bloquer le financement de l'industrie du charbon

Lucie Pinson, France – Près de la moitié des émissions mondiales de dioxyde de carbone, ainsi que de nombreuses autres toxines nocives, proviennent de la combustion du charbon. Pourtant, de nouveaux projets de charbon sont toujours en cours d'approbation, tous dépendant du financement des banques et des investisseurs. Les trois plus grandes banques françaises ont accordé plus de 32 milliards de dollars de prêts aux entreprises charbonnières entre 2007 et 2013.

Lucie Pinson, militante française pour le climat, a utilisé une approche à multiples facettes pour persuader les banques françaises de cesser d'investir dans le charbon. En tant que militante du mouvement *Sunrise,* elle et son équipe ont fait pression sur la réputation des banques par le biais de campagnes médiatiques et ont distribué des prospectus aux clients des banques. L. Pinson a contacté des journalistes afin de leur expliquer les liens entre la finance française et le charbon. Elle a également travaillé de l'intérieur, en achetant des actions des banques pour pouvoir assister aux réunions d'actionnaires et développer des relations avec les professionnels des banques.

Son travail a été fructueux. En 2017, aucune des banques françaises ne finançait de nouveaux projets de charbon. Cela étant fait, elle s'est concentrée sur les organismes offrant des garanties aux banques en se basant sur une approche similaire. Aujourd'hui, 17 organismes de garanties et 22 banques mondiales ont cessé de soutenir le développement du charbon. L. Pinson s'efforce maintenant d'empêcher toutes les institutions financières d'investir dans le charbon. Elle déclare : *« Ce prix, remis à des particuliers, démontre que chacun d'entre nous peut remporter des victoires nécessaires pour gagner la guerre du climat. Rien n'est inévitable. Nous ne sommes pas condamnés à l'échec. »*

Sources : goldmanprize.org
Thématiques : environnement
Rubrique : Divers